

Boko Haram et les limites du tout-repressif au Nigeria

De nouvelles perspectives ?



Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS

Juillet 2020

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0209-0

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Couverture : Shutterstock/ © Bumble Dee

Comment citer cette publication :

Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Boko Haram et les limites du tout-répressif au Nigeria : de nouvelles perspectives ? », *Notes de l’Ifri*, Ifri, juillet 2020.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Marc-Antoine Pérouse de Montclos est docteur en science politique et **directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD)**. Il a été chercheur associé à Chatham House, Londres, entre 2013 et 2017, et au Peace Research Institute, Oslo (PRIO), entre 2015 et 2020. Il travaille sur les conflits armés, les déplacements forcés de population et **l'évaluation de l'aide humanitaire en Afrique** subsaharienne. Professeur à **l'Institut Français de géopolitique de l'Université Paris 8 de 2013 à 2015** et diplômé de **l'Institut d'études politiques de Paris (IEP)**, où il a enseigné de 2003 à 2016, il a vécu plusieurs années au Nigéria, en Afrique du Sud et au Kenya et **accomplit régulièrement des missions d'études en Afrique**. Il est **l'auteur de nombreux articles et livres dont** *Boko Haram : Islamism, Politics, Security and the State of Nigeria* (2015) ; *Violence, statistics and the politics of accounting for the dead* ; *Violence in Nigeria : a qualitative and quantitative analysis* et *Un développement humanitaire ? Les ONG à l'épreuve de la critique* (2016), *L'Afrique, nouvelle frontière du djihad ?* (2018), *Déconstruire la guerre. Acteurs, discours, controverses* (2018) et *Une guerre perdue : la France au Sahel* (2020).

Résumé

En dépit de la mise en place **en 2015 d'une coalition antiterroriste avec le Niger, le Tchad et le Cameroun, le Nigeria n'a pas réussi à venir à bout du** groupe djihadiste appelé Boko Haram. Cette note revient en conséquence sur les impasses de la réponse militaire à une insurrection qualifiée de « terroriste », **d'une part, et sur les multiples raisons qui expliquent la résilience des rebelles, d'autre part.** Quelques alternatives au tout-répressif sont aussi explorées.

Abstract

Despite the implementation in 2015 of an anti-terrorist coalition with Niger, Chad and Cameroon, Nigeria has failed to overcome the jihadist group called Boko Haram. This note therefore reconsiders the dead-ends of the **military response to an insurrection described as “terrorist”, on the one hand, and the many reasons explaining the resilience of the rebels, on the other.** Some alternatives to the all-repressive are also explored.

Sommaire

INTRODUCTION	5
UNE ANALYSE BIAISÉE.....	6
LES MULTIPLES CAUSES DE LA RÉSILIENCE DE BANDES ARMÉES... 10	
DE LA FAIBLESSE STRUCTURELLE DES ARMÉES	
DE LA COALITION ANTITERRORISTE	14
QUI TUE QUI ? LE DÉCOMPTE MACABRE D'UNE GUERRE SALE	19
LES OPPOSITIONS À LA NÉGOCIATION	23
À QUI PARLER ?	26
CONCLUSION : DES ALTERNATIVES AU TOUT-RÉPRESSIF ?	29

Introduction

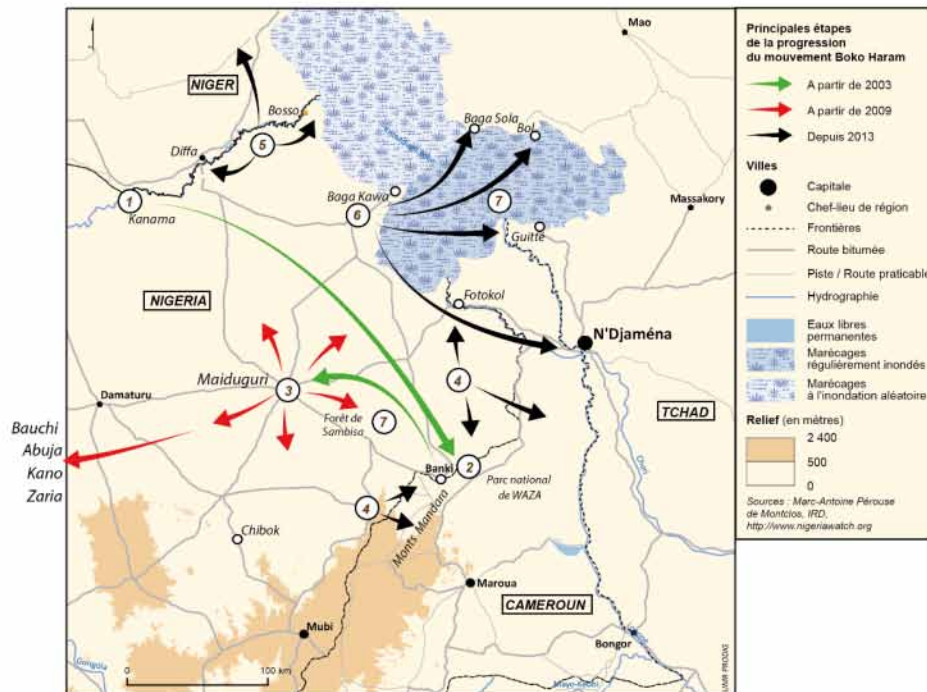
Les limites des diverses interventions militaires conduites au Sahel **interrogent la résilience et l'avenir des insurrections** djihadistes dans la région. Faut-il négocier avec les rebelles comme les Américains avec les Talibans en Afghanistan ? Y a -t-il **d'autres moyens d'envisager** une sortie de crise ? Les programmes de « dé-radicalisation » permettront-ils de prévenir les violences extrémistes et de favoriser le désengagement des combattants des groupes djihadistes ? **L'aide au développement pourrait-elle désamorcer les tensions et légitimer les actions des États de la région en regagnant les cœurs et les esprits de la population ?** À plus long terme, la poursuite des hostilités interroge aussi les possibilités de réconciliation dans des sociétés ravagées par des conflits de voisinage.

Ces questions, le Nigeria les pose toutes à sa manière. Pays le plus **peuplé d'Afrique avec quelques 200 millions d'habitants**, il est en effet engagé dans une lutte sans merci contre la mouvance Boko Haram autour du lac Tchad [voir la carte ci-dessous]. **Depuis 2009, il n'a cependant pas réussi à venir à bout de l'insurrection en dépit de la formation en 2015 d'une coalition antiterroriste avec le Niger, le Cameroun et le Tchad, la Force Multinationale Mixte (FMM)¹.** Les impasses de sa stratégie de répression viennent, entre autres, des déficiences de ses forces de sécurité et de nombreux dégâts collatéraux qui ont pu rebuter la population locale, éloigner les civils des pouvoirs publics et, dans certains cas, pousser des jeunes dans les bras des djihadistes. Plus fondamentalement encore, **l'incapacité du Nigeria à sortir de la crise et à rétablir la paix se nourrit d'une vision biaisée du conflit qui, a priori, écarte les solutions alternatives.**

En effet, le grand récit de la lutte contre le terrorisme au Sahel se focalise généralement sur les atrocités commises par les insurgés et non par les forces gouvernementales qui les combattent. Dans le cas du Nigeria, les décideurs politiques, les médias et certains chercheurs insistent ainsi sur les crimes, bien réels, de la nébuleuse Boko Haram dans les régions à la lisière du lac Tchad : décapitations de militaires, exécutions de travailleurs humanitaires, attentats suicides, assassinats de chrétiens, enlèvements de collégiennes, etc. En revanche, ils sont bien moins prolixes sur les nombreuses exactions perpétrées par des forces gouvernementales : tortures dans les prisons, viols de jeunes filles dans des camps de déplacés

1. En anglais, *Multinational Joint Task Force* (FMM).

internes, massacres et bombardements de civils² dans des localités du Nigeria comme Baga en avril 2013 ou Rann en janvier 2017³.



Les principales étapes militaires de la progression du mouvement Boko Haram (2003-2020)

- 2003 : Basés à Kanama sur la frontière du Niger, les « Talibans du Nigeria » attaquent des postes de police puis fuient l'armée en direction des Monts Mandara au Cameroun.
- 2004 : pourchassés par l'armée, les « Talibans du Nigeria » rejoignent le prêcheur le plus radical de Maiduguri, Mohamed Yusuf, et forment le noyau le plus extrémiste d'une secte qui n'a pas encore de nom et que l'on moquera ensuite sous l'appellation péjorative de Boko Haram (« l'Education occidentale est sacrilège »).
- 2009 : suite à des escarmouches avec les forces de l'ordre, Mohamed Yusuf appelle au djihad et est exécuté sans autre forme de procès par la police. L'armée intervient et la répression fait un millier de morts à Maiduguri, dont une majorité de civils. Sous l'égide de son nouveau leader Abubakar Shekau, le groupe plonge alors dans la clandestinité et étend son rayon d'action au Nigeria avec des attentats terroristes et des attaques retentissantes à Bauchi en 2010, Abuja en 2011, Kano en 2012 et Zaria en 2014.
- Depuis 2013 : tandis que la proclamation d'un état d'urgence exacerbe la violence dans les campagnes des Etats du Borno, de Yobe et de l'Adamawa au Nigeria, l'accord de non agression mutuelle qui prévalait à la frontière du Cameroun est rompu avec l'enlèvement d'une famille française dans la réserve naturelle de Waza. Les otages sont échangés contre des commandants de Boko Haram aux mains des forces camerounaises. Les insurgés multiplient bientôt leurs attaques dans les Monts Mandara.
- Depuis 2015 : de pair avec la mise en place d'une coalition antiterroriste, la situation se dégrade au Niger, où Boko Haram vise essentiellement Diffa, Bosso et les petits villages le long de la rivière Komadougou.
- Depuis 2015 : le Tchad est à son tour touché par la secte. Déjà présents sur les îles du lac, les combattants de Boko Haram montent des attentats suicide à N'djaména, Guitté, Bol et Baga Sola
- Depuis 2017 : la secte continue de se fragmenter. Ses deux principales factions opèrent depuis la forêt de Sambisa et les marécages du lac Tchad.

2. Voir la partie « Qui tue qui ? »

3. G. Magrin et M.-A. Pérouse de Montclos (dir.), *Crise et développement : la région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris, AFD, 2018.

Une analyse biaisée

L'analyse du conflit se révèle donc pour le moins biaisée. Pour obtenir un soutien international et se dédouaner de leurs propres responsabilités dans la prolongation des hostilités, les autorités insistent en effet sur les connexions de la mouvance Boko Haram avec Al-Qaïda ou l'État islamique⁴. Au Nigeria, le gouvernement du président Muhammadu Buhari prétend par exemple que le « canal historique » du groupe a été « techniquement » défait depuis la fin 2015. Depuis lors, certains soutiennent que la résilience des combattants de la zone s'expliquerait par le changement de nature de la menace : dorénavant, la nébuleuse djihadiste ne chercherait plus à contrôler du territoire mais à déstabiliser la région pour le compte de l'État islamique.

Les consultants et les spécialistes du terrorisme, eux, ne sont pas les derniers à exagérer la portée globale d'une insurrection dont les éventuels prolongements internationaux constituent leur fonds de commerce. Aussi prolix que visible dans les médias, Jacob Zenn, par exemple, est connu pour son entêtement à démontrer l'existence de connexions opérationnelles avec Al-Qaïda⁵. Dans le même ordre d'idées, Fulan Nasrullah, un ancien sympathisant de Boko Haram devenu consultant, s'est attaché à mettre en évidence des liens avec l'État islamique. Selon lui, des fidèles d'Abou Bakr al-Baghdadi auraient entraîné des combattants du groupe en Libye à partir de 2015 et les auraient financés à hauteur de 1,5 million de dollars en 2016-2017. A en croire ses estimations les plus hautes, les effectifs des insurgés seraient alors passés de 2 000 hommes en 2015 à

4. Boko Haram n'est pas le vrai nom du groupe et de ses ramifications. Par facilité de langage, le terme est ici utilisé de façon générique pour désigner une nébuleuse djihadiste qui s'est fragmentée en plusieurs factions à partir d'une secte née dans la région du Borno vers 2003. Boko Haram (« l'éducation occidentale est sacrilège » en haoussa) est en l'occurrence un sobriquet apparu vers 2006 avant d'être relayé par les journalistes et de s'étendre au reste du pays au moment de la première grande confrontation avec les forces de sécurité nigérianes en 2009. Auparavant, la secte n'avait pas de nom mais était parfois appelée Yusufiyya en référence à son fondateur Mohamed Yusuf. Repris en mains par Abubakar Shekau après 2009, le groupe s'est ensuite présenté comme la « Congrégation des Compagnons du Prophète pour la propagation de la tradition sunnite et la guerre sainte » (*Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati Wal Jihad*), ainsi qu'en attestent des messages écrits et vidéos à partir de juillet 2010. Début 2015, il a prêté allégeance à Daech sous le nom de « Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest » (*Wilayat Gharb Ifriqiyah*) et n'a cessé depuis lors de se diviser en maintes factions.

5. Voir, par exemple, J. Zenn, *Northern Nigeria's Boko Haram: The Prize in al-Qaeda's Africa Strategy*, Washington DC, Jamestown Foundation, 2012. Pour une critique générale de ces travaux, voir A. Higazi, B. Kendhammer, K. Mohammed, M.-A. Pérouse de Montclos et A. Thurston, « A Response to Jacob Zenn on Boko Haram and al-Qa'ida », *Perspectives on Terrorism*, vol. 12, n° 2, 2018, p. 203-213.

18 000 en 2019, autant que **ceux de l'armée nigériane déployée dans la région**⁶ !

De tels propos reviennent ainsi à expliquer la puissance de feu de la **mouvance Boko Haram par ses connexions à l'international et non par la faiblesse des troupes de la FMM**. Le biais est particulièrement évident. Sur **une base très spéculative, les partisans de la thèse d'un djihad global** analysent systématiquement les informations disponibles en fonction de **leurs propres attendus, alors même que d'autres interprétations seraient parfaitement possibles dans le contexte local**. Beaucoup plus sanguinaires depuis 2019, les vidéos des communiqués des différentes factions de Boko Haram, par exemple, semblent de plus en plus copier le modèle de celles de l'État islamique. Mais elles pourraient tout aussi bien être comprises **comme des tentatives d'attirer l'attention pour être adoubé ou confirmé** par des groupes actifs dans le monde arabe, notamment en exécutant des chrétiens.

Les contradictions relevées par les observateurs de terrain confirment **d'ailleurs la fragilité des liens entretenus avec les franchises internationales d'un djihad global**⁷. En mars 2019, la faction de Boko Haram affiliée à l'État islamique **annonçait ainsi la nomination d'un nouveau leader sans passer par le canal de communication officiel de l'organisation d'Abou Bakr al-Baghdadi**. Après la mort de celui-ci, en octobre, le groupe a ensuite promis de lancer une campagne de représailles pour venger la mort de « son » **calife. L'exécution de dix chrétiens le jour de Noël s'inscrivait dans cette perspective. Pour autant, le groupe n'a jamais réussi à surmonter ses rivalités internes et exécutait certains de ses commandants en dépit des appels à l'unité de l'État islamique**. En janvier 2020, des émissaires réputés venant de Libye se révélaient tout aussi **incapables d'imposer un chef pour réunifier une mouvance désormais en proie à d'inextricables luttes fratricides**.

Certains des partisans de la thèse d'un djihad global ont ainsi dû **admettre l'importance des dynamiques locales pour expliquer la capacité de résilience d'insurgés qui, en réalité, n'ont jamais cessé de « se payer sur la bête »**⁸. Selon Fulan Nasrullah, par exemple, les « subventions » **de l'État**

6. F. Nasrullah, *Survival and Expansion: The Islamic State's West African Province*, Abuja, The Global Initiative for Civil Stabilisation, 2019.

7. Entretiens menés à Abuja par l'auteur en mars 2020 et complétés par des rapports non publiés de sociétés de sécurité et d'agences d'aide dans le Nord-Est.

8. D'après des estimations plus anciennes et par ailleurs fort contestables, le groupe disposait déjà de revenus supérieurs au milliard de Naira en 2012, soit environ une trentaine de millions de dollars dont les deux tiers provenaient de ressources locales, notamment des subsides versés par les gouvernements des États touchés par le conflit afin d'essayer d'acheter la paix. Cf. C. Davis, « Anatomy of African Terrorism: Boko Haram, Nigeria's Homegrown Terror Network », *World Policy Journal*, vol. 29, n° 4, p. 16-17, 2013.

islamique se sont vite tariées à mesure que le « califat » d'Abou Bakr al-Baghdadi perdait du terrain. **En 2018, elles ne représentaient plus qu'une** part infime des revenus des affiliés de Boko Haram. Évaluées à une trentaine de millions de dollars cette année-là, les ressources du groupe provenaient essentiellement **de recels, de rackets et d'extorsions** dans la région du lac Tchad. Près de la moitié était issue de la taxation des commerçants, des transporteurs, des éleveurs et des paysans restés sous le **contrôle de la faction affiliée à l'État islamique** ; environ un tiers, de la revente du produit de la pêche ; et le restant, de la riziculture et de la culture du poivron rouge le long de la rivière Komadougou à la frontière entre le Niger et le Nigeria⁹.

9. F. Nasrullah, *Survival and Expansion: The Islamic State's West African Province*, *op. cit.*

Les multiples causes de la résilience de bandes armées

La prédation locale, plus que **les soutiens internationaux**, n'est cependant pas le seul facteur explicatif de la résilience des insurgés malgré **l'importance** des pertes humaines dans leurs rangs. D'abord, les combattants de Boko Haram se sont aguerris avec le temps ; de nombreuses rumeurs **circulent d'ailleurs à propos de leur formation** par des militaires à la retraite dans la région, plutôt que par des instructeurs venus du monde arabe. Surtout, les défaillances des États riverains du lac Tchad et les travers de leur réponse au terrorisme ont très largement contribué à exacerber et prolonger le conflit en permettant à de petites bandes armées de tenir dans la durée en dépit de leur criminalisation et de leur dépolitisation. Si nous suivons le modèle proposé par Paul Staniland, la secte Boko Haram **n'aurait en fait pas dû survivre à l'exécution** extrajudiciaire de son fondateur et chef charismatique, Mohamed Yusuf, en 2009. De même, à y regarder de plus près, elle aurait aussi pu se **désagrégier complètement du fait de l'hétérogénéité et de l'étendue** de sa base sociale¹⁰. Mais après 2009, les abus de la guerre contre le terrorisme **ont ressoudé le groupe dans l'adversité et l'ont même légitimé** comme une force de résistance face à des troupes « **d'occupation** » composées de soldats « **impies** » et étrangers à la région, **tout au moins jusqu'à la proclamation en 2013 d'un état d'urgence qui vit Boko Haram multiplier** les massacres de civils afin de dissuader la population de rejoindre les rangs des milices paragonnementales en train de se former.

Depuis lors, plusieurs éléments se sont conjugués pour entretenir le **conflit. En premier lieu, l'absence de perspective de reddition a renforcé la détermination des combattants, convaincus qu'ils seraient de toute façon abattus par leurs frères d'armes ou par les militaires** au cas où ils tenteraient de se rapprocher des autorités. En septembre et décembre 2016, respectivement, les gouvernements du Nigeria et du Niger ont certes établi des centres de « dé-radicalisation » à Gombe et Goudou Maria pour essayer de démobiliser les membres de la secte¹¹ en leur promettant **d'échapper à des poursuites judiciaires s'ils n'avaient pas commis de massacres et s'ils pouvaient, par exemple, prouver qu'ils avaient été enrôlés**

10. P. Staniland, *Networks of Rebellion*, Ithaca, Cornell University Press, 2014.

11. M.-A. Pérouse de Montclos, « Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? », Paris, **Centre d'études et de recherches internationales**, *Question de Recherche* n° 40.

de force. Pour diverses raisons, cependant, ces dispositifs **n'ont attiré qu'une toute petite partie des effectifs du groupe et ont délibérément exclu** les combattants des procédures de désengagement. De 2017 à 2019, le **centre de Goudou Maria n'a « traité »** que 235 individus, dont 110 ont été relâchés. **C'est peu** comparé au nombre de combattants de Boko Haram ou de détenus dans les prisons du Niger, qui **ont compté jusqu'à 1 700 suspects** en 2017¹². **De même au Nigeria, l'opération appelée « Safe Corridor »** a démarré avec quatre hommes et deux femmes en 2016, avant **d'accueillir jusqu'à 600 personnes à Gombe en 2020. Mais entretemps, elle n'a « dé-radicalisé »** et libéré que 254 prévenus¹³.

Divers obstacles d'ordre administratif, juridique et politique ont en fait freiné la réalisation de ces programmes. D'abord, les différentes agences de sécurité en compétition se sont souvent disputées le contrôle des centres de « dé-radicalisation », entre autres pour bénéficier des **financements de l'aide internationale**. Au Niger, on a aussi observé des tensions entre le ministère de l'Intérieur, qui était censé interroger en prison les cas de combattants les plus endurcis, et la magistrature, qui avait été dessaisie **des poursuites à l'encontre des « repentis »** enfermés à **Goudou Maria**. La loi de 2011 sur le terrorisme ne prévoyait d'amnistie que pour les prévenus qui auraient livré des informations susceptibles de **prévenir une attaque**. Ce n'était pas le cas des détenus de Goudou Maria et, fin 2018, il a fallu amender le code pénal pour permettre des dérogations et sortir les « repentis » de la catégorie des présumés « meurtriers » qui **auraient dû faire l'objet d'un procès en bonne et due forme**.

Autre difficulté, le taux de rotation rapide du personnel déployé dans les centres de Gombe et Goudou Maria **n'a guère permis de capitaliser les expériences**. Dans le même ordre d'idées, les programmes de « dé-radicalisation » **n'ont jamais fait l'objet d'évaluations indépendantes et rendues publiques** car ils étaient placés sous le sceau du secret défense. Démarrée en 2016 sous la seule responsabilité **de l'armée, l'opération « Safe Corridor », par exemple, s'est simplement dotée en 2017 d'un organe consultatif élargi** à quelques représentants des autres ministères concernés. Quant aux rares ONG nigérianes autorisées à intervenir, elles étaient très proches des services de sécurité, telles la *Yellow Ribbon Initiative* et la *Neem Foundation* de Fatimu Akilu, une ancienne responsable du programme gouvernemental de prévention des violences extrémistes à **Abuja en 2014**. Au Niger, le centre de Goudou Maria **n'a pas non plus**

12. F. Morier, « Program Insight: The screening process of disengaged Boko Haram associates in Niger », *Journal for Deradicalization* n° 21, pp. 117-43, 2019.

13. Entretien de l'auteur à Abuja le 2 mars 2020 avec la directrice du Centre for Democracy and Development, Hassan Idayat, qui est membre du conseil scientifique de l'opération « Safe Corridor ».

échappé au problème. Il a été présenté comme un modèle de réussite par **des bailleurs de fonds qui n'avaient évidemment aucun intérêt à critiquer publiquement le projet qu'ils finançaient**¹⁴. Entretemps, la brutalité des **forces de sécurité à l'égard** des civils a continué de pousser des jeunes dans les bras des insurgés pour venger des parents assassinés ou pour échapper **à l'arrestation arbitraire, à l'exécution extrajudiciaire ou à la torture en prison**¹⁵. Destinées à priver les rebelles de leurs sources **d'approvisionnement, les sanctions économiques de la coalition** antiterroriste ont aussi contribué à perpétuer le conflit. La fermeture des frontières et des marchés, le déplacement de certains villages, le blocage des échanges commerciaux et **l'interdiction de l'accès aux champs ou aux zones de pêche** ont en effet **réduit la capacité d'autosubsistance de la paysannerie** et, *in fine*, incité certains habitants à participer aux attaques et aux pillages de Boko Haram pour se nourrir¹⁶.

Le détournement de l'assistance de la communauté internationale a également exacerbé la crise humanitaire et alimentaire provoquée par les combats, les déplacements de populations et les sanctions économiques de **la coalition antiterroriste. L'armée nigériane, en particulier, a joué un rôle de premier plan en cherchant à s'appropriier l'aide et en interdisant aux organisations de secours de se rendre dans les zones contrôlées par les insurgés**¹⁷. Pendant la guerre du Biafra (1967-70), déjà, elle avait délibérément affamé la population **afin d'écraser la résistance des sécessionnistes. A l'époque, elle faisait aussi face à des ruptures d'approvisionnement et, selon certains de ses commandants, 60 % de ses soldats seraient en réalité morts de faim ou de maladie à cause du détournement de ses rations alimentaires et de ses équipements médicaux**¹⁸. Dans les zones reprises aux Biafrais, elle a ainsi été accusée

14. Un responsable de l'IOM (International Organization for Migration), Florian Morier, vantait ainsi des « réalisations impressionnantes dans un délai très court ». Cf. F. Morier, « Program Insight: The Screening Process of Disengaged Boko Haram Associates in Niger », *Journal for Deradicalization* n° 21, p. 137, 2019.

15. M.-A. Pérouse de Montclos, « A Sectarian Jihad in Nigeria: the Case of Boko Haram », *Small Wars & Insurgencies*, vol.27, n° 5, pp. 878-95, 2016.

16. G. Magrin et M.-A. Pérouse de Montclos (dir.), *Crisis and Development. The Lake Chad Region and Boko Haram*, Paris, AFD, 2018.

17. M.-A. Pérouse de Montclos, « Le Nigeria, Boko Haram et la crise migratoire », *Outre-Terre*, n°53, pp.174-89, 2017 ; M.-A. Pérouse de Montclos, « Aide internationale et lutte contre le terrorisme : des défis renouvelés », *Revue internationale des études du développement* n° 241, pp. 41-63, 2020.

18. G. Alabi-Isama, *The Tragedy of Victory: On-the-Spot Account of the Nigeria-Biafra War in the Atlantic Theatre*, Ibadan, Spectrum, p. 147, 2013.

d'avoir mis la main sur l'aide destinée aux civils, même si la situation fut sans doute assez différente d'une région à l'autre¹⁹.

19. T. Lodge, « Conflict Resolution in Nigeria after the 1967–1970 Civil War », *African Studies*, vol.77, n° 1, pp. 1-22, 2018.

De la faiblesse structurelle des armées de la coalition antiterroriste

Aujourd'hui, cependant, les sanctions économiques de la FMM et les détournements de l'assistance internationale ne sont certainement pas les seuls facteurs explicatifs de la résilience de Boko Haram. De façon plus passive, les déficiences des forces gouvernementales ont également joué un rôle important. L'armée nigériane, notamment, a surtout cherché à se protéger. Ainsi, elle a pris l'habitude de « tirer dans le tas » afin de se prémunir contre les risques d'embuscades, d'abord en ville, puis dans les campagnes quand elle a commencé à monter des opérations en milieu rural après la proclamation d'un état d'urgence en juin 2013. Depuis août 2019, elle a décidé d'abandonner les fortins trop isolés et de se replier dans des positions renforcées, les « supercamps », qui, concrètement, ont laissé le champ libre aux insurgés en dehors des agglomérations urbaines.

De ce point de vue, les combats contre Boko Haram, évoquent alors le cas assez classique d'une guerre dite asymétrique où, faute de véritables lignes de front, les rebelles tiennent les campagnes pendant que les forces gouvernementales sont retranchées dans des villes d'où elles ne sortent qu'avec de gros convois de blindés. À l'exception des chefs-lieux administratifs, les armées de la coalition antiterroriste ne contrôlent ainsi pas les territoires où elles sont déployées et elles ont généralement adopté une position défensive au lieu de passer à l'offensive. Pire, elles ont souvent refusé d'envoyer des renforts à découvert lorsque des informateurs ou les djihadistes eux-mêmes les prévenaient à l'avance des assauts à venir. En vertu de hadiths selon lesquels le prophète Mahomet aurait donné trois jours à ses ennemis pour se convertir à l'islam ou être défaits, les combattants de Boko Haram envoient en effet des sermons aux militaires isolés dans des positions avancées, par exemple à Bla Brin lors d'une attaque au cours de laquelle 13 soldats nigériens ont perdu la vie à l'est de Nguigmi sur la frontière du Tchad en juillet 2018²⁰.

20. Se privant de tout effet de surprise, le fondateur de la secte, Mohamed Yusuf, avait aussi lancé publiquement son appel au djihad plus d'un mois avant le soulèvement de ses fidèles à Maiduguri en juillet 2009. Ces sermons, en l'occurrence, rappellent un peu les pratiques des rebelles touarègues lors des insurrections de 1963 et 1990 dans le nord du Mali. En effet, ceux-ci avaient l'habitude d'informer l'armée de leurs positions pour l'inviter à venir se battre dans des zones qui étaient éloignées des concentrations de civils, notamment les camps de déplacés, et où les blindés passaient difficilement, par exemple à I-n-Taykaren en juillet 1990. Aujourd'hui encore, les

Dans la savane du Borno, les marécages du lac Tchad ou les collines aux abords des Monts Madanra au Cameroun, les insurgés agissent comme **des maquisards ou ce qu'un ancien militaire australien, David Kilcullen, appelle des « guérilléros par accident », c'est-à-dire des rebelles qui se soulèvent pour résister à l'invasion de leur territoire et non parce qu'ils veulent conquérir le monde²¹. Craignant d'être écrasés par un ennemi plus puissant qu'eux**, les combattants de Boko Haram sont ainsi motivés par des **griefs locaux sans pour autant avoir l'intention d'aller détruire l'Occident²². Poussés dans leurs retranchements, certains d'entre eux poursuivent aussi la lutte car ils imaginent ne pas avoir d'autre choix que d'être tué ou de tuer.**

Invisibles, les insurgés se cachent dans la population et savent échapper aux forces de sécurité en franchissant des frontières poreuses **dont les limites s'appliquent surtout aux armées gouvernementales lorsqu'elles veulent exercer un droit de poursuite**. Très mobiles, ils mènent **souvent leurs attaques en moto et n'ont pas les moyens de tenir des villes, à l'instar de l'État islamique en Irak et en Syrie aujourd'hui. En brousse, leur tactique de harcèlement vise plutôt à couper les sources de ravitaillement des forces de sécurité et à tester les délais de réaction de leurs armées de l'air. Ils mènent de grosses attaques lorsqu'ils sont supérieurs en nombre et qu'ils sont assurés de pouvoir déloger les militaires d'une position affaiblie et dépourvue de couverture aérienne.**

Corrompues et souvent discréditées, les forces de sécurité ont ainsi **perdu la bataille des cœurs et des esprits dans les zones de conflit. Si elles jouissent d'un soutien de principe de la part des élites nationalistes dans les capitales, elles ne protègent guère la population en milieu rural, là où se déroulent les combats. Au contraire, les objectifs de la lutte antiterroriste les ont incitées à faire du chiffre. Pour remplir leurs « quotas » et justifier leur prétendue « efficacité », les militaires ont multiplié les rafles et les arrestations arbitraires. Dans le même temps, les forces de sécurité se sont avérées incapables de protéger les témoins qui auraient permis de traduire les insurgés en justice plutôt que d'incarcérer en masse des civils sans jamais les juger, quitte à entretenir le ressentiment de la population. La**

djihadistes du Mali ou du Burkina Faso pressent les villageois de leur prêter allégeance en les **menaçant d'exercer des représailles s'ils ne se soumettent pas. Les armées gouvernementales, en revanche, ne préviennent pas à l'avance de leurs attaques et tuent « sans préavis »**. Cf. B. Lecocq, *Disputed Desert: Decolonisation, Competing Nationalisms and Tuareg Rebellions in Northern Mali*, Leiden, Brill, Afrika-Studiecentrum Series, p. 173 & 255-6, 2010 ; M. Pellerin, « Les violences armées au Sahara : Du djihadisme aux insurrections », *Notes de l'Ifri*, Ifri, p. 39, 2019.

21. D. Kilcullen, *The Accidental Guerrilla: Fighting Small Wars in the Middle of a Big One*, Oxford, Oxford University Press, p. xiv, 2009.

22. M.-A. Pérouse de Montclos, *L'Afrique, nouvelle frontière du djihad ?*, Paris, La Découverte, 2018.

police argue que ses informateurs se sont parfois mis d'eux-mêmes en danger en se vantant de collaborer avec les autorités. Mais en pratique, les forces de **sécurité n'ont pas su gagner la confiance des habitants. Elles n'ont pas de héros à leur offrir et leur racket incessant a fini par délégitimer** les autorités étatiques.

Autour du lac Tchad, les armées de la FMM font par ailleurs face à des contraintes structurelles qui, outre une absence notoire de coordination, tiennent à **la faiblesse de leur chaîne de commandement, à l'étirement de leurs lignes de communication, à leur manque de formation professionnelle, à leur culture d'impunité, à leur éloignement des centres de commandement, à leur méconnaissance du terrain et à leurs problèmes de logistique du fait de la corruption et du détournement des fonds consacrés aux achats d'armes, au ravitaillement et aux contrats de maintenance.** Ces problèmes ne sont pas nouveaux et ont été exacerbés par des décennies de dictature militaire du temps de la guerre froide²³. Mais la lutte contre le terrorisme les a particulièrement mis en évidence. Alors que les budgets de la défense ont littéralement explosé depuis le début des années 2010, les États de la région ont en effet commencé à recruter **hâtivement de jeunes classes d'âge qui ont été envoyées au front sans y avoir été bien préparées.** Souffrant de rotations trop rares, les soldats, **épuisés et démotivés, se sont plaints d'être mal équipés, situation que l'on a d'ailleurs retrouvé au Mali et au Burkina Faso, quitte à entraîner des soulèvements contre les officiers**²⁴.

Suivant le contexte politique local, les problèmes des armées de la FMM **ne se déclinent pas de la même façon d'un pays à l'autre. Au Niger,** le président Mahamadou Issoufou a succédé à des régimes de type militaire. Certains le soupçonnent donc **d'envoyer ses meilleurs généraux en opération à l'étranger pour éviter les tentatives de coup d'État,** privant ainsi **d'officiers de qualité les hommes engagés dans la lutte contre Boko Haram** dans une zone très éloignée des intérêts économiques de la capitale. Au

23. Au Nigeria, par exemple, la crainte du coup d'État et de l'accusation de complot a instillé la peur au sein des forces armées. Dans un contexte de fort népotisme, tant les dirigeants politiques que les officiers supérieurs ont donc cherché à se protéger en y plaçant des hommes de confiance et en allant dans leur village recruter des jeunes qui n'avaient aucune qualification militaire mais qui faisaient preuve d'une fidélité à toute épreuve et qui ont été surnommés *hajiya* (le titre honorifique d'une « femme » en haoussa) à cause de leur empressement à « cirer les bottes » de leurs supérieurs. Pour plus d'informations sur l'évolution des forces armées au Nigeria pendant cette période, voir M. Siollun, *Soldiers of Fortune. Nigerian Politics From Buhari to Babangida, 1983-1993*, Abuja, Casava Republic Press, 2013.

24. Pour les témoignages du général Olusegun Adeniyi, qui a aussitôt été démis de ses fonctions en mars 2020, et d'un capitaine de l'armée nigériane qui expliquent comment ils ont dû combattre Boko Haram avec des armes défectueuses, voir, entre autres, Nwaubani, Adaobi Tricia, 15 septembre 2015, « I remember the day... I confronted Boko Haram », *Al Jazeera*, disponible sur : www.youtube.com.

pouvoir depuis, respectivement, 1982 et 1990, les régimes en place au Cameroun et au Tchad sont de nature très différente. Pour se prémunir contre le risque de putsch, ils ont pris soin de sectionner leurs forces **armées en s'assurant de la fidélité des corps les mieux lotis. Au Tchad, par exemple, on prétend que le gouvernement envoie plutôt au front les unités les plus indisciplinées et les plus susceptibles de se rebeller, afin de les éloigner de la capitale. La présidence a par ailleurs instauré un taux de rotation très rapide des CEMGA (Chefs d'État-Major Général des Armées), qui restent rarement en poste plus d'un an. Ce procédé permet au gouvernement d'avoir des « fusibles » pour se dédouaner de toute responsabilité en cas de défaite face aux rebelles.**

Les différences avec le Nigeria n'en sont que plus flagrantes. Depuis qu'il est arrivé au pouvoir en 2015, le président Muhammadu Buhari s'est entouré de militaires musulmans qui sont toujours en poste et qui viennent des régions du Nord-Est où sévit Boko Haram. Son conseiller national à la sécurité, Babagana Monguno, est un Bornouan, tandis que les chefs d'état-major des armées de terre et de l'air, Tukur Yusuf Buratai et Sadique Abubakar, sont originaires du sud du Borno et du Bauchi. Contrairement à la « valse des généraux » observée au Tchad, la permanence de cette équipe semblait destinée à assurer une certaine continuité²⁵. L'idée était aussi de travailler avec des hommes ayant une meilleure connaissance du terrain, de pair avec le transfert du centre de commandement de l'armée nigériane depuis la capitale Abuja vers Maiduguri, chef-lieu administratif de l'État du Borno.

En pratique, la stratégie de Muhammadu Buhari n'a cependant pas donné les résultats escomptés. Alors que des chefs d'état-major tchadiens sont parfois morts au combat, leurs homologues nigériens sont restés confinés dans des bureaux, loin de leurs troupes, et la mise en place en 2019 de « supercamps » est venue confirmer un positionnement défensif qui a laissé les campagnes aux mains des insurgés. Sur place, la culture du secret-défense prévaut et il est impossible de savoir dans quelle mesure l'armée parvient à engager de nouvelles recrues en vue de compenser ses pertes, sans même parler des désertions, des abandons de postes ou des « soldats fantômes » qui n'existent que sur le papier, pour s'approprier leurs soldes. Un observateur comme Fulan Nasrullah avouait ainsi trouver plus difficile d'estimer les effectifs des militaires nigériens que ceux des insurgés²⁶ !

25. En tant que COAS (Chief Of Army Staff), Tukur Yusuf Buratai, par exemple, détient désormais un record de longévité depuis l'indépendance en 1960.

26. Officiellement, les trois composantes de l'armée comptaient 181 000 hommes répartis dans 32 des 36 États de la fédération nigériane en 2017. Cf. Ibrahim, Jibrin & Bala, Saleh [2018], *Civilian-*

Autre problème, le Nigeria, fort de sa rente pétrolière, connaît des niveaux de corruption inégaux par rapport aux pays riverains et francophones de la région du lac Tchad, qui sont beaucoup plus pauvres. Le détournement des soldes, la non-exécution de contrats frauduleux et les **ruptures d’approvisionnement qui en découlent sont autant d’éléments qui tendent les relations entre les soldats de base et leurs officiers supérieurs.** Lors de sa première élection en 2015, le président Muhammadu Buhari avait pendant **un moment laissé espérer qu’il entreprendrait une réforme** en profondeur des forces de sécurité car il était lui-même un ancien dictateur militaire. Or il y a vite renoncé, peut-être pour protéger la **réputation de l’armée et ne pas révéler publiquement l’ampleur des problèmes qui ravageaient l’institution militaire.**

Le sort du colonel Sambo Dasuki, conseiller national à la sécurité du président Goodluck Jonathan, prédécesseur de Muhammadu Buhari, est assez significatif de ce point de vue. Dans un entretien publié le 22 janvier 2015, peu avant les élections, celui-ci trouvait ainsi le moyen de traiter les soldats de « lâches » **parce qu’ils désertaient** en prétextant ne pas être convenablement équipés²⁷. **Accusé d’avoir en fait détourné deux milliards de dollars de contrats d’armements, Sambo Dasuki fut ensuite arrêté et emprisonné** en décembre 2015. Mais son procès ne devait jamais aboutir. En décembre 2019, il fut finalement relaxé et réclama au contraire des compensations pour sa détention « arbitraire », une victoire judiciaire qui pourrait servir de leçon aux militaires tentés de renouveler ses exploits.

De fait, le président Muhammadu Buhari n’a guère réussi à marquer des points dans la lutte contre la corruption, malgré sa réputation personnelle d’homme intègre. Au niveau du gouvernement fédéral comme des États et des collectivités locales, les édiles de la nation ont continué de puiser des sommes faramineuses dans des « caisses spéciales », dites de *security vote*, qui les exemptent de rendre des comptes au nom des impératifs du maintien de l’ordre. En toute opacité, Abuja a également levé en 2019 un emprunt d’un milliard de dollars pour, prétendument, lutter contre le terrorisme, sans qu’il soit possible de tracer l’origine et l’usage de ces fonds.

Led Governance and Security in Nigeria After Boko Haram, Washington DC, United States Institute of Peace, p.5 ; F. Nasrullah, *Survival and Expansion*, *op. cit.*

27. J. M. Ayuba, *Boko Haram and the Jihadi Tradition in Northern Nigeria*, Ibadan, Kraft Books, p. 95, 2019.

Qui tue qui ? Le décompte macabre d'une guerre sale

Loin du grand récit sur un djihad global et interconnecté au niveau planétaire, diverses raisons locales et très prosaïques expliquent ainsi la résilience des insurgés. Autour du lac Tchad, la lutte contre le terrorisme **s'est enlisée** dans une guerre sale au cours de laquelle toutes les parties au conflit ont commis des atrocités et des violations massives des droits de **l'homme** : tant les insurgés que les militaires, la police, les gendarmeries des pays francophones et les supplétifs miliciens, essentiellement actifs au Nigeria et au Cameroun.

Il convient donc de dépasser les récits par trop unilatéraux qui imputent uniquement aux nébuleuses djihadistes la responsabilité des hostilités. Bien souvent, les médias citent des chiffres arrondis du nombre de victimes en laissant entendre que celles-ci auraient toutes été tuées par les insurgés. Certains chercheurs abondent aussi en ce sens à partir de bases de données dont la méthodologie est contestée. Des statisticiens prétendent par exemple que les 36 775 victimes enregistrées par le projet ACLED (*Armed Conflict Location & Event Data Project*) entre mai 2012 et mai 2019 auraient toutes été tuées par Boko Haram²⁸. Reprenant les discours dominants sans prendre la peine de les vérifier, une historienne **de New York n'hésite pas non plus à réécrire l'histoire. Elle soutient ainsi** que Boko Haram aurait tué 700 personnes lors du soulèvement des fidèles de Mohamed Yusuf en juillet 2009²⁹. Pourtant, la majorité du millier de **victimes que l'on recensa à l'époque fut en fait éliminée par la police et l'armée si l'on en croit une commission d'enquête de l'État du Borno** dont les conclusions ne furent jamais publiées³⁰. Selon Abu Zeid, un des **principaux fondateurs d'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique)** au Mali, 200 « martyrs » de la secte auraient été tués au Nigeria en juillet 2009³¹. **D'après ce décompte, les 800 autres victimes ne faisaient donc pas partie**

28. R. Prieto, Curiel, O. Walther et O. Neave, “**Uncovering the** Internal structure of Boko Haram **through its mobility patterns**”, *Applied Network Science* vol.5, n°28, pp.1-23, 2020. Pour une **critique de la méthodologie d'ACLED, voir** Pérouse de Montclos, Marc-Antoine [mars-avril 2020], « La violence augmente-t-elle dans le monde ? », *Futuribles* n°435, pp. 93-103.

29. S. Eltantawi, *Shari'ah on trial: Northern Nigeria's Islamic revolution*, Berkeley, University of California Press, 2017, p. 32.

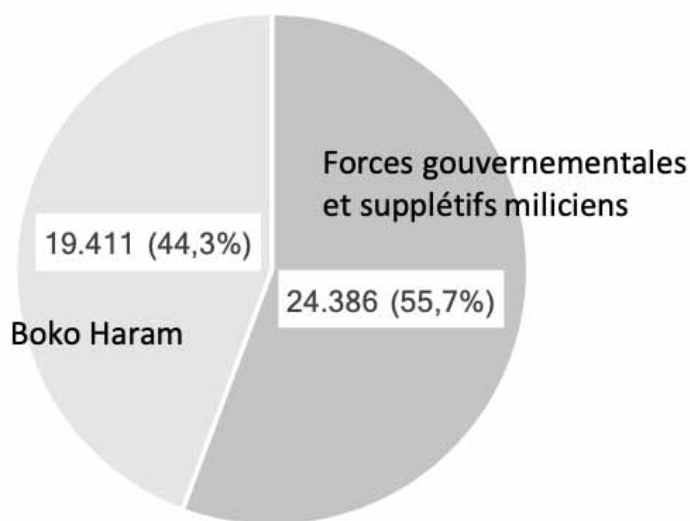
30. Usman Gaji Galtimari, (dir.), *Report of the administrative committee of inquiry into the Boko Haram insurgency in Borno State*, Maiduguri, Borno State, 2009. Rapport en possession de **l'auteur**.

31. J. Zenn, *Unmasking Boko Haram: Exploring Global Jihad in Nigeria*, Boulder (Co.), Lynne Rienner Publishers, 2020, p. 149.

des insurgés. Diffusées par la chaîne de télévision al-Jazeera, des images **choquantes ont montré qu'il s'agissait plutôt de civils abattus par les forces de sécurité.**

Les données disponibles confirment la tendance de manière plus **générale, tout au moins dans les cas d'affrontements dont les responsabilités ont pu être établies** (schéma 1). Accompagnés de nombreux dégâts collatéraux, les principaux moments de répression ont été observés lors du soulèvement des fidèles de Mohamed Yusuf en 2009, puis lors de la **proclamation d'un état d'urgence en 2013. Depuis 2016, qui plus est, les forces gouvernementales n'ont jamais cessé de tuer plus que les insurgés.**

Schéma 1 : Le conflit de Boko Haram au Nigeria (2007-2019) : Proportions de personnes tuées par les forces **gouvernementales ou les insurgés lors d'affrontements dont les responsabilités ont pu être établies**³²



Encore faut-il noter que le nombre de victimes attribuées à Boko Haram est peut-être surévalué car, dans la région, on tend désormais à accuser les **djihadistes d'être responsables de n'importe quel homicide, y compris les meurtres résultant de simples vols ou de règlements de comptes personnels. Les perceptions locales confirment d'ailleurs la difficulté à identifier les auteurs de violences.** Selon un sondage conduit en 2018 par le

32. Graphique réalisé avec l'aide d'Andrainolo Ravalihasy au CEPED (Centre Population et Développement), Université Paris Descartes. Les données couvrent la période allant du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2019. Elles proviennent du projet Nigeriawatch, dont la méthodologie et les sources sont accessibles sur : www.nigeriawatch.org.

Center for Democracy and Development auprès de 1 200 habitants de douze collectivités locales des États les plus touchés par le conflit, à savoir **l'Adamawa, le Borno et le Yobe, près d'un tiers des personnes interrogées disaient ne pas être en mesure de déterminer quels étaient les responsables des attaques contre leur communauté. La moitié estimait que les combattants de Boko Haram étaient à l'origine des tueries, mais l'autre moitié tendait plutôt un doigt accusateur vers les « agents de l'État », les « autorités » et les « chefferies coutumières », sans doute en référence à leurs milices³³.**

Ces résultats ne sont pas très surprenants. Les enquêtes de victimisation réalisées auprès des survivants de conflits armés révèlent **souvent des contradictions quant à l'identification des auteurs de violences³⁴. Les forces gouvernementales, elles, disposent d'une puissance de feu supérieure, notamment sur le plan aérien. En général, elles tendent donc à tuer davantage que les insurgés. De plus, leurs réactions sont souvent disproportionnées lorsqu'elles perdent des hommes et qu'elles sont tentées de se venger sur des civils accusés de soutenir les rebelles. A l'inverse, il est très rare que des insurgés ne tuent que des civils.**

Au Nord-Est du Nigeria, les diverses factions de Boko Haram n'ont en fait jamais cessé d'attaquer des positions militaires. Parmi six catégories de cibles qui ont pu être identifiées lors de leurs assauts depuis 2007, il s'avère que les casernes de l'armée et les postes de police ont été visés à 48 %, bien davantage que les mosquées, les églises, les écoles ou les camps de déplacés. Depuis 2014, on a d'ailleurs assisté à une recrudescence d'attaques contre les militaires, de pair avec une diminution des attaques contre la police, peut-être parce que celle-ci a abandonné le terrain et s'est repliée en ville. Toutes proportions gardées, les insurgés ont également relâché leur pression sur les civils pour se concentrer davantage sur les positions de l'armée, en particulier depuis la formation d'une faction alliée à l'État islamique en 2015³⁵.

En pratique, il reste certes difficile d'identifier le statut des victimes. Le problème ne tient pas seulement à la propagande des militaires et à l'impossibilité de dresser un bilan exhaustif du conflit en triangulant les informations disponibles. En l'absence de procès ou de commission d'enquête, d'autres éléments compliquent l'analyse. En effet, les

33. I. Hassan et J. Tyvoll, *After Boko Haram: Prospects for Transitional Justice in NorthEast Nigeria*, Abuja, Center for Democracy and Development, 2018, 26 p.

34. M.-A. Pérouse de Montclos, E. Minor et Samrat Sinha (dir.), *Violence, statistics, and the politics of accounting for the dead*, Dordrecht, Springer, 2016.

35. Données rassemblées à partir de la base de données NigeriaWatch par Elodie Barbe au CEPED (Centre Population et Développement), Université Paris Descartes, disponibles sur : www.nigeriawatch.org

allégeances sont souvent fluides et il arrive qu'un même individu ait d'abord combattu dans les rangs de Boko Haram avant de devenir un informateur de l'armée ou de rallier les supplétifs miliciens du gouvernement. Indéniablement, le conflit ne se résume pas non plus à des affrontements entre des agents de l'État et des insurgés. Pour affiner l'analyse, il faudrait également prendre en compte les « tirs amis » entre forces de sécurité, d'une part, et les luttes fratricides qui ont déchiré la nébuleuse de Boko Haram et qui ont considérablement augmenté depuis la formation d'une faction alliée à l'État islamique en 2015, d'autre part. Enfin, il conviendrait de ne pas ignorer les belligérants qui cadrent mal avec les catégories par trop rigides et parfois très manichéennes d'un droit international humanitaire opposant de façon binaire les civils et les combattants. Ainsi, certaines parties au conflit relèvent tout à la fois de la victime et de l'auteur de violences, par exemple lorsqu'il s'agit d'enfants-soldats ou de femmes qui ont été kidnappées par les insurgés et obligées de commettre un attentat suicide.

Les oppositions à la négociation

Comme dans la plupart des guerres asymétriques, les civils sont très vulnérables et constituent les premières victimes de la lutte contre le terrorisme. En effet, ils sont littéralement pris entre le marteau et **l'enclume car toujours suspectés de sympathiser avec l'une ou l'autre des parties au conflit**. Depuis 2013, la constitution de milices a même accentué **le problème**. Les communautés dotées de groupes d'autodéfense ont été attaquées par Boko Haram parce qu'elles collaboraient avec le gouvernement. Quant à celles qui s'étaient dispensées de milices, elles ont été raflées par l'armée car elles ont été soupçonnées de soutenir les insurgés, en particulier si elles n'avaient pas subi de violences (raison pour laquelle, justement, elles n'avaient généralement pas ressenti la nécessité d'établir des comités de vigilance susceptibles de leur attirer des ennuis).

Au vu du comportement des forces gouvernementales, il importe à cet **égard de repenser autrement l'après Boko Haram**. Le modèle du processus de paix colombien, par exemple, **pourrait être une source d'inspiration** car les autorités ont accepté **d'indemniser** les victimes, non seulement des insurgés, mais aussi de **l'armée** et des groupes paramilitaires. **Ce n'est pas** le cas au Sahel³⁶. Les pays riverains du lac Tchad, en particulier, **n'ont** jamais admis que les torts étaient partagés. Au Nigeria, le VSF (*Victims Support Fund*) a été établi en 2014 sans jamais avoir pour vocation de compenser les abus des forces de sécurité. Son nom officiel —la *Nigeria Foundation for the Victims of Terrorism*— le dit bien. Au contraire, le VSF a entrepris de soutenir les forces de sécurité en construisant des commissariats de police et des hôpitaux militaires à Dikwa et Maiduguri dans le Borno³⁷.

Paradoxalement, la classe politique nigériane admet ainsi que la **réponse militaire au terrorisme n'a guère de chances, à elle seule, d'aboutir**. Pour autant, les autorités ne sont généralement pas prêtes à reconnaître **publiquement la nécessité d'une approche plus** « diplomatique » pour trouver des solutions à la crise de Boko Haram, y compris sous la forme **d'une amnistie négociée**. Très nationaliste, le gouvernement du président Muhammadu Buhari, en particulier, paraît arc-bouté sur ses positions. En

36. M.-A. Pérouse de Montclos, « Faut-il négocier avec les djihadistes au Sahel ? », *Politique étrangère*, vol. 84, n° 1, 2020, pp. 175-187.

37. Entretiens avec des officiels du VSF à Abuja en mai 2016.

effet, il ne souhaite pas perdre la face car il a fait de sa victoire militaire sur Boko Haram un argument crucial de ses campagnes électorales de 2015 et, dans une moindre mesure, 2019. De plus, il doit compter sur les réticences **de l'armée**. Les militaires veulent venger leurs morts et certains **d'entre eux ne cachent pas leur réprobation à l'égard de programmes de « déradicalisation »** qui permettent de libérer des « repentis » sans procès alors même que des mutins ou des soldats indisciplinés sont vaguement menacés de passer en cour martiale. Ajoutons à cela que la lutte contre le terrorisme est devenue une véritable rente qui est susceptible de dissuader les milieux sécuritaires de mettre un terme au conflit et, ce faisant, de tuer la « poule aux œufs d'or ». **Les montants en jeu sont loin d'être négligeables** depuis que les présidents Goodluck Jonathan en septembre 2014 puis Muhamadu Buhari en décembre 2017 ont, chacun à leur tour, emprunté un milliard de dollars pour, prétendument, renforcer la force de **frappe de l'armée nigériane**³⁸.

D'autres raisons ont aussi contribué à écarter les solutions alternatives au tout-répressif. **Au niveau national, d'abord, une bonne partie de l'opinion publique ne semble pas favorable au principe d'une amnistie car la nébuleuse des combattants de Boko Haram s'est repliée autour du Lac Tchad** et paraît moins menaçante depuis 2015, à la différence par exemple du Mali, où les groupes djihadistes **s'étendent**, poussant les autorités à revoir leurs positions. En pleine épidémie de COVID-19, qui plus est, les **préoccupations de la population se focalisent sur d'autres priorités**. Concentrée au Nord-Est dans trois des 36 États de la fédération nigériane, la zone touchée par les combats est très éloignée des principaux centres de production économique de la nation, qui se trouvent au Sud. Autrement dit, **l'immense majorité de la population**³⁹ peut parfaitement continuer à vivre avec un conflit de basse intensité dans une lointaine périphérie. **L'observation** vaut pour la classe dirigeante. Depuis 2009, le gouvernement fédéral a ainsi consacré beaucoup plus d'argent pour développer le delta du Niger et amnistier ses « militants », qui avaient été moins mortifères que les djihadistes de Boko Haram mais dont le combat avait entravé la **production pétrolière d'une zone fournissant l'essentiel des revenus de l'État**.

Au niveau local, ensuite, la population n'a pas non plus caché ses réticences quant à la perspective de négocier avec les insurgés. D'après des sondages réalisés en 2018 dans les États de l'Adamawa, du Borno et du

38. M.-A. Pérouse de Montclos, « Lutte contre le terrorisme, une aubaine pour les dirigeants nigériens : les dérives de l'appareil sécuritaire éclipsées par la violence de Boko Haram », *Le Monde diplomatique*, 2019, pp. 12-13.

39. En 2016, la population cumulée des trois états touchés par Boko Haram (Adamawa, Yobe, Borno) représentait environ 7 % de la population totale de la fédération.

Yobe, de nombreux habitants estiment que seule une victoire militaire **pourrait venir à bout de l'insurrection**⁴⁰. Selon eux, un éventuel dialogue ne ferait que prolonger les hostilités. Ils craignent notamment que la libération de prétendus « repentis » **ne permette au groupe d'infiltrer les communautés locales pour les espionner et y enrôler de nouvelles recrues. A l'occasion, certains d'entre eux ont d'ailleurs été attaqués par la population et ont dû revenir chercher abri dans les centres de « déradicalisation » d'où ils venaient de sortir, même si la plupart d'entre eux semblent d'abord redouter d'être accusés de trahison et exécutés par Boko Haram, par exemple dans la région de Diffa au Niger**⁴¹.

De tels incidents signalent en l'occurrence les limites des procédures de « désengagement » **telles qu'elles ont pu être mises en place dans les pays de la coalition antiterroriste autour du lac Tchad**. Contrairement aux programmes classiques de DDR (Désarmement, Démobilisation, Réintégration) dans le cadre de guerres asymétriques, la lutte contre le terrorisme a en effet conduit à se focaliser indûment sur la question de **l'endoctrinement religieux et à privilégier des efforts de « déradicalisation »**, faisant **l'impasse sur toute perspective de négociation d'accords de paix en vue de mettre un terme au conflit et d'obtenir la reddition des insurgés**. Les tentatives de « désengagement » ont présenté les mêmes travers que les programmes de désarmement en ciblant les seuls auteurs de violences, plutôt que leurs victimes. Dans un cas comme dans **l'autre, ils ont donné le sentiment de négliger les défis de la réconciliation et d'accorder des primes aux bourreaux. En Afrique, les programmes de démobilisation ont souvent consisté à racheter les armes des combattants démobilisés, tandis que les procédures de désengagement ont facilité la réinsertion des « repentis » dans la vie civile en leur fournissant des formations professionnelles ou en les nourrissant gratuitement pendant le temps de leur détention. Au Niger, par exemple, on a condamné à plusieurs années de prison, pour association de malfaiteurs, des gens qui avaient simplement été attrapés au mauvais moment et au mauvais endroit dans des zones tenues par les insurgés. En revanche, les combattants qui ont accepté de se rendre, les « repentis », ont bénéficié d'un traitement privilégié.**

40. I. Hassan et J. Tyvoll, *After Boko Haram: Prospects for Transitional Justice in NorthEast Nigeria*, Abuja, Center for Democracy and development, 2018.

41. F. Morier, « Program Insight: The Screening Process of Disengaged Boko Haram Associates in Niger », *Journal for Deradicalization*, n° 21, p. 117-143.

À qui parler ?

Indéniablement, ce ne sont pas les programmes de « dé-radicalisation » et de « désengagement » qui permettront de mettre un terme au conflit. Mais **les alternatives ne sont pas faciles à mettre en œuvre. Depuis l'insurrection de Boko Haram à Maiduguri en 2009, il y a eu quelques tentatives de négociation. Mais aucune n'a abouti du fait de la mauvaise volonté des belligérants⁴². Aujourd'hui, les perspectives de négociation s'avèrent d'autant plus compliquées que la mouvance Boko Haram s'est largement fragmentée et qu'il est devenu très difficile de trouver des interlocuteurs susceptibles de se faire obéir de leurs hommes en cas de conclusion d'un accord. D'après un porte-parole des miliciens paragouvernementaux, 90 % des premiers combattants du groupe auraient ainsi été tués et remplacés par d'autres, généralement plus jeunes et radicaux⁴³.**

Au renouvellement des cadres de l'insurrection s'ajoute le fait que les liens initialement entretenus par le fondateur de la secte avec certains hommes politiques du Nord-Est ont progressivement été rompus⁴⁴. A présent, la nébuleuse Boko Haram ne bénéficie plus de la collusion qui a pu caractériser la rébellion du delta du Niger. En outre, ses revendications politiques paraissent floues et moins articulées que, **à titre d'exemple**, celles du leader de la katiba Macina au Mali, Amadou Koufa. En effet, la structure de commandement de Boko Haram a littéralement explosé en diverses factions menées par des seigneurs de guerre qui passent une **bonne partie de leur temps à s'entretuer. Un tel constat contrevient** au récit dominant selon lequel le groupe se serait scindé en 2016 entre un « canal historique » **resté fidèle à Abubakar Shekau, d'une part, et une dissidence** qui a prêté allégeance à Daech sous le nom de « **Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest** » (*Wilayat Gharb Ifriqiyyah*), **d'autre part**. Les rapports qui remontent des observateurs de terrain soulignent bien plutôt la montée en puissance de luttes fratricides qui mettent en évidence **l'émiettement de la mouvance Boko Haram**.

42. M.-A. Pérouse de Montclos, « **The Only Good Jihadist Is a Dead Jihadist: Boko Haram and De-radicalization around Lake Chad** », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 29, n° 5-6, 2018, pp. 863-885.

43. Interview de l'avocat de la CJTF (*Civilian Joint Task Force*), Jibrin Gunda, parue dans le *Saturday Tribune* du 29 février 2020, p. 44.

44. Sur ces liens, voir M.-A. Pérouse de Montclos, « Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? », Paris, Centre d'études et de recherches internationales, *Question de Recherche n° 40*, 2012 et *Nigeria's Interminable Insurgency? Addressing the Boko Haram Crisis*, Londres, Chatham House, Research Paper, 2014.

A partir de mars 2015, la faction ralliée à **Daech a d'abord été dirigée** par le troisième fils du fondateur de la secte, Abu Musab Habeeb bin Muhammad bin Yusuf. Né vers 1994, celui-ci **avait d'abord été recueilli par Abubakar Shekau après l'exécution extrajudiciaire de son père par la police nigérienne** en juillet 2009. Tandis que ses deux frères aînés étaient tués au combat, **il s'est ensuite émancipé de la tutelle de son protecteur avec l'aide de dissidents qui avaient critiqué la dérive mortifère et autoritaire d'un groupe qui tuait essentiellement des musulmans**. Surnommé Al-Barnawi (« le Bornouan »), Abu Musab Habeeb bin Muhammad bin Yusuf ne devait cependant pas résister aux tensions internes qui, au sein de sa propre **faction, aboutirent à l'élimination en août 2018 de l'ancien numéro trois du mouvement, Mamman Nur**. Peu de temps après, il disparut de la scène et fut remplacé en mars 2019 par un autre Barnawi, Abu Abdullah Idris bin Umar, dit « Ba Idrissa », **qui, avec ou sans l'assentiment de Daech, aurait lui-même été démis et tué par des commandants locaux de Boko Haram en février 2020**. Depuis lors, **on parle de l'émergence d'un certain Lawan Abubakar, aussi appelé « Ba Lawan », qui, aussitôt arrivé au pouvoir, se serait empressé de faire exécuter quatre autres membres de la choura (« conseil exécutif ») du groupe⁴⁵**. Dans le même temps, les commandants actifs dans les pays **voisins affirmaient leur emprise, à l'exemple d'Ibrahim Bakoura, qui aurait mené une sanglante attaque contre les forces tchadiennes sur la presqu'île de Bohoma en mars 2020 malgré l'annonce peu auparavant de son élimination par l'armée nigérienne**. Il est également possible que, **craignant d'être à leur tour victimes de ces luttes fratricides**, des membres de la faction de Daech soient revenus dans le camp **d'Abubakar Shekau, qui a ainsi pu gagner du terrain dans la cuvette du lac Tchad**.

Dans un tel contexte, **beaucoup d'analyses tablent plutôt sur le lent pourrissement d'un conflit de basse intensité qui va continuer de gangréner l'ensemble de la région pendant de longues années**. Pour l'instant, les rares tentatives de négociation et de réconciliation émanent **plutôt d'édiles locaux qui, parfois, contredisent d'ailleurs les instructions reçues au niveau national**. C'est par exemple le cas de **préfets audacieux au Niger, au Cameroun ou au Tchad⁴⁶**. Au Nigeria, certains responsables du Nord-Est ont également pris des initiatives qui, non contentes de mettre en évidence

45. Outre Abu Abdullah Idris bin Umar, les observateurs sur place mentionnent les noms de Mohammad Bashir, Mustapha Jere, Ali Abdullahi et Baba Mayinta. Le « **chef d'état-major** » du groupe, **Mustapha Krimina, est également soupçonné d'avoir été tué à cette occasion**. Quant à « Ba Idrissa », **il aurait toujours suscité une certaine méfiance car il était d'abord passé entre les mains des services de sécurité nigériens avant d'être relâché lors d'un échange d'otages début 2018**.

46. Pérouse de Montclos, Marc-Antoine [2020], *Une guerre perdue : la France au Sahel*, Paris, JC Lattès, p. 188.

l'ineptie des militaires, ont contrevenu à la politique d'Abuja. Ainsi, dans le Borno, le gouverneur Babagana Umara Zulum, a de son propre chef, décidé en 2019 de reprendre le versement de rançons pour obtenir la libération **d'otages kidnappés par les diverses factions de Boko Haram.** Ainsi, il n'est pas anodin que ce soit un ancien gouverneur du Yobe, Ibrahim Geidam, qui, devenu sénateur, ait provoqué un tollé en proposant début 2020 un projet de loi destiné à créer une agence spéciale, la *National Agency for the Education, Rehabilitation, De-Radicalisation and Integration of Repentant Insurgents*, pour faciliter la réinsertion des insurgés désireux de rendre les armes et de renoncer à la violence.

De fait, les autorités locales ont certainement un rôle crucial à jouer pour essayer de trouver des issues au conflit. Le Nord-**Est du Nigeria n'est** pas une exception à cet égard. Au Nord-Ouest, ce sont également les gouverneurs des États de Sokoto et Zamfara, qui, en 2019, ont pris **l'initiative de négocier le retour à l'ordre avec les éleveurs peuls ayant rejoint des bandes armées pour protéger leur bétail, menacés tout à la fois par les opérations de l'armée, les bandits de grand chemin, les milices de cultivateurs et les orpailleurs d'or dans des sites illégaux.** Au Nord-Est, **cependant, la difficulté sera non seulement d'identifier des interlocuteurs fiables au sein de la mouvance Boko Haram, mais aussi de « raccommoder » un tissu social déchiré par le conflit.**

Dans l'épicentre de l'insurrection qu'est le Borno en particulier, **les membres d'une même famille élargie ont pu combattre tantôt pour les rebelles, tantôt pour les miliciens, les policiers ou les militaires.** La **réconciliation sera donc une affaire d'individus** autant que de **communautés et il n'est pas évident qu'elle passe forcément par la tenue de procès.** D'abord, le système judiciaire n'y suffirait pas. De plus, il conviendra de prendre en compte la porosité des liens lignagers et la proximité sociale des victimes avec des bourreaux qui, eux-mêmes, ont pu être victimes de sévices et de pressions afin de les contraindre à se battre dans les rangs de Boko Haram ou de la CJTF.

Conclusion : des alternatives au tout-répressif ?

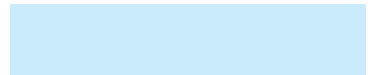
Pour éviter qu'une justice punitive ne ravive les traumatismes du passé et ne pousse des combattants à reprendre le maquis, des édiles locaux ont ainsi envisagé de recourir à des procédures de réparation (*qisas* en arabe), d'arbitrage (*musalaha*) ou de réconciliation (*sulh*) sur la base du droit islamique et de la « loi du talion » ; ou bien de mobiliser des mécanismes de réintégration s'inspirant des pratiques coutumières, par exemple pour les femmes et les enfants des membres de Boko Haram. Dans la région de Diffa au Niger, un préfet a ainsi mis en place des « cérémonies du pardon » et de repentir sincère (*tawba* en arabe) qui sont censées garantir la réinsertion des anciens combattants dans les sociétés traditionnelles du monde kanouri⁴⁷. Dans le Borno nigérian, les autorités ont aussi commencé à promouvoir des « arrangements » (*sawari*) et des plateformes de dialogue (*hiwar* en arabe) qui, sur le mode de la catharsis, consistent littéralement à « passer la journée à soulever le pot de laalebasse » (*ci kumo ye duto* en kanouri) pour permettre aux victimes d'exprimer publiquement leurs griefs sans pour autant avancer de revendications irréalistes⁴⁸.

En l'état actuel des choses, ces initiatives sont bien trop éparses pour que l'on puisse en tirer un premier bilan. Les alternatives au tout-répressif ont néanmoins le mérite d'ouvrir des perspectives qui dépassent les illusions de la communauté internationale sur la capacité de l'aide au développement à désamorcer les conflits. Tout dépendra aussi de l'amélioration de la réponse militaire à des insurrections qualifiées de terroristes. Celle-ci conditionnera évidemment l'évolution de la situation sécuritaire et il importe donc d'y accorder la plus grande attention. Néanmoins, elle ne pourra jamais apporter de solution définitive au conflit. Aujourd'hui Boko Haram, demain une autre secte : en l'absence de partis politiques susceptibles de relayer efficacement des demandes de justice sociale, l'islam pourrait continuer pendant longtemps de légitimer des révoltes qui ne s'exprimeront pas toutes de manière pacifique. In fine, le problème de fond tient au mode de gouvernance et de redistribution des richesses d'une région qui compte parmi les plus pauvres du monde. Un tel

47. S. Abba, et Mahamadou Lawaly Dan Dano, *Voyage au cœur de Boko Haram : enquête sur le djihad en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan, 2019.

48. I. Hassan et J Tyvoll, *After Boko Haram: Prospects for Transitional Justice in NorthEast Nigeria*, Abuja, Center for Democracy and development, 2018.

constat devrait obliger les décideurs à s'intéresser davantage aux dynamiques locales de la crise plutôt que chercher de lointains boucs émissaires du côté de l'endoctrinement wahhabite ou de l'influence de l'État islamique.



Institut français
des relations
internationales